



**PRÉFET
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes

Unité départementale
de l'Isère

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 2022-Is018T2		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
DELTASACS ZI de l'Abbaye 5, Impasse Louis Champin 38780 PONT ÉVÊQUE		S3IC 61.3058 Priorité <input type="checkbox"/> PN <input checked="" type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre DREAL <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS
Activité principale : Imprimerie (flexographie)		
Date du contrôle : 10 mars 2022		
Inspecteur : Benjamin BRUN		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Incident/Accident du <input type="checkbox"/> Autre :		
Thème du contrôle Rejets atmosphériques – Foudre – Déchets		
Principale installation contrôlée		
<ul style="list-style-type: none"> site de Pont Evêque 		
Référentiel du contrôle		
<ul style="list-style-type: none"> Arrêté préfectoral d'autorisation du 20 février 2008 Arrêté complémentaire du 3 juillet 2015 Arrêté complémentaire du 23 juin 2020 		
Personnes rencontrées et fonctions		
Nom	Société	Qualité
M. Laurent PERRIER	Deltasacs	Directeur de site
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Pôle territorial -T2 <input type="checkbox"/> Autre :	

I - Contexte

La société DELTASACS est spécialisée dans la conception et la fabrication d'emballages souples mettant en œuvre des techniques d'impression flexographique. Le site produit des sacs imprimés destinés à l'industrie agroalimentaire. L'effectif du site est de 41 salariés.

2018 6,1 millions 2021 8,2 millions.

II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, 2 observations ont été relevées. L'ensemble des constats est récapitulé dans la fiche en annexe 1 du présent rapport.

Proposition de suites : L'exploitant doit réaliser les actions suffisantes dans le cadre de la prise en compte des observations formulées.

Inspecteur de l'environnement	Vérificateur	Approbateur

Annexe 1 – Fiche de constats

Constat N°1 : Rejets atmosphériques (article 2 de l'AP du 23 juin 2020)

Les rejets atmosphériques sont issus de l'installation de flexographie. Ces effluents sont traités par passage dans un oxydateur thermique. Compte tenu des quantités de solvant consommée le site ne relève pas de la directive IED au titre de la rubrique 3670 (seuil fixé à 150 kg/h et 200 t/an). Un entretien annuel de l'oxydateur est réalisé par la société ancrage environnement.

Les mesures réalisées par ANECO conclut à une efficacité de l'oxydateur mesuré à 98 % et une concentration en COV_{total} de 27,8 mg/m³ pour valeur limite (VL) réglementaire fixée à 50 mg/m³.

Le PGS 2021 est en cours d'élaboration. Le PGS 2020 a été consulté, il en ressort que les rejets diffus de solvants ressortent à 17 % de la quantité de solvants consommés. Ce rejet respecte la VL fixée à 20 % de la quantité de solvants consommés.

Les valeurs limites applicables pour les oxydes d'azote, le monoxyde carbone et le méthane sont respectées.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure			

Constat N°2 : Protection contre la foudre

L'obligation de protéger le site est imposée par l'article 3 de l'AP du 23 juin 2020. L'étude technique date du 13 décembre 2019 et les travaux ont été réalisés en 2020 par la société Rhone-Alpes paratonnerre (procès verbal de réception des travaux du 4 février 2020). L'exploitant dispose de la notice de vérification et du carnet de bord prévus par la réglementation. Une vérification périodique complète doit être réalisée courant 2022.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure			L'exploitant doit faire réaliser par un organisme agréé une vérification périodique complète des installations. Il est rappelé qu'une vérification visuelle doit être réalisée annuellement.

Constat N°3 : Déchets

Lors de l'inspection de 2019, il avait été constaté la présence d'une zone de stockage extérieure de déchets qui n'était pas munie de rétention. L'exploitant a cessé ce stockage et réorganisé la gestion de ces déchets. Désormais, les déchets sont évacués plus fréquemment et un stockage temporaire muni d'une rétention adaptée a été créé à l'intérieur des locaux. La quantité de déchets stockée sur le site est inférieure aux valeurs fixées à l'article 5 de l'AP sus-visé. Les déchets solvantés sont traités par la société Valdéis (71640). L'exploitant n'a pas encore mis en œuvre l'utilisation de la plateforme numérique Track Déchets de suivi de la gestion des déchets dangereux.

L'utilisation de cette plateforme est prévue depuis le 1er janvier 2022. En pratique, le ministère de la transition écologique a précisé l'existence d'une période de tolérance permettant une appropriation de ces nouvelles modalités de suivi des déchets dangereux jusqu'au 1er juillet 2022. Durant cette période, les exploitants peuvent donc encore avoir recours à des bordereaux de suivi de déchets (et registres) "papiers".

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure			L'exploitant doit mener les actions nécessaires (création de compte,...) pour pouvoir utiliser la plateforme numérique Track Déchets avant le 1 ^{er} juillet 2022.

Constat N°4 : Installation de démétallisation

L'article 4 de l'AP du 23 juin 2020 a imposé, suite à l'engagement de l'exploitant, l'arrêt de l'exploitation de l'installation de démétallisation. Cette installation a été démantelée en mars 2021. Le constat réalisé sur le site en atteste.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure			